

Nicolas Werth

DEBATS ET CONTROVERSES AUTOUR DES REVOLUTIONS RUSSES DE 1917 – CENT ANS APRES...

Dans l'introduction à la "somme" sur la Révolution russe de 1917 publiée sous sa direction à l'occasion du 80ème anniversaire de la révolution russe, en 1997, "Critical Companion to the Russian Revolution", l'historien britannique Edward Acton écrivait :

« La révolution russe occupe le centre stratégique de l'histoire contemporaine. Les conséquences de cette révolution ont été immenses sur toute l'histoire du XXème siècle. Le nouvel Etat qui a émergé de cette révolution a d'emblée défié le monde occidental dominé par le système capitaliste. Il a d'emblée transformé l'ordre international ».

Ceci a été écrit il y a vingt ans, à un moment où le monde entier était encore sous le choc de l'effondrement, de l'implosion de l'Union soviétique et, plus largement, du communisme comme système – un système sous lequel vivait – il faut le rappeler – la moitié des Européens.

Je ne suis pas sûr que 20 ans après, en 2017, on puisse encore écrire que « la révolution russe occupe le centre stratégique de l'histoire contemporaine ». Le système bipolaire de la Guerre froide a laissé la place à un monde multipolaire et l'acuité politique de la révolution russe de 1917, encore effective il y a vingt ans, s'est aujourd'hui largement estompée (sauf peut-être –

dernier lieu où les débats sur le communisme, ou plutôt l'anticapitalisme gardent une certaine actualité – en Amérique latine).

Pour preuve, le nombre relativement peu important, dans le monde, de colloques scientifiques – ou de commémorations grand public – dévolus à la révolution russe de 1917. En premier lieu, il faut le souligner, en Russie, où le centenaire de la Révolution n'est pas célébré, ni sur la scène politique, ni sur la scène scientifique. La Révolution de 1917 est un épisode historique qui dérange profondément dans la Russie de Vladimir Poutine. C'est, selon l'analyse officielle, un moment « tragique » de l'histoire russe, un moment d'affaiblissement et de déstabilisation de l'Etat russe (incarné par la dynastie tricentenaire des Romanov, parée de toutes les vertus aujourd'hui, le tsar Nicolas II ayant été canonisé il y a quelques années comme « Saint Martyr » par l'Eglise orthodoxe russe). 1917 – c'est aussi un moment de « déchirement » et de « désarroi » de la Nation, de la société et du peuple russe, qui ouvre la voie à une terrible guerre civile, à un nouveau « Temps des troubles » comme la Russie en a connu quelques uns au cours de son histoire multiséculaire – au milieu du XIII^{ème} siècle, quand la Russie de Kiev a été anéantie par les invasions mongoles, au début du XVII^{ème} siècle, quand la Russie de Moscou, à la suite d'une grave crise dynastique, a failli être anéantie par le royaume de Pologne en pleine expansion... De manière significative, la grande fête-commémoration nationale du 7 novembre, LA plus importante fête soviétique, en l'honneur de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre, a été abolie et remplacée (à une petite échelle) par la fête de l'Unité Nationale célébrée le 4 novembre. Elle commémore le 4 novembre 1612, la libération de Moscou des Polonais en ... 1612. Le sens de cette nouvelle commémoration est évidemment l'exaltation de la Grande Russie à travers les siècles, de la permanence de l'Etat russe « uni » avec son peuple dans la défense de la Patrie. Aujourd'hui, 1945, le 9 mai, la fête de la Victoire dans la Grande Guerre Patriotique a éclipsé 1917, le 7 novembre (25 octobre dans le calendrier julien), le triomphe de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre.

Quel extraordinaire retournement de l'Histoire ! Voilà une révolution – celle d'Octobre 1917, bien sûr, pas celle de Février ! – qualifiée de « Grande Révolution Socialiste d'Octobre » élevée, quelque 60 ans durant – depuis la fin des années 1920 jusqu'à la fin des années 1980, au rang de « plus important événement de l'Histoire de l'Humanité », un événement « ouvrant une ère nouvelle de l'histoire de l'Humanité - celle du socialisme et de la liberté », non seulement (presque) oubliée, mais soudainement qualifiée, dans le pays où elle s'est

produite et qui l'avait portée aux nues, de « tragédie », pire – de trahison ! Dans un discours prononcé, le 1^{er} août 2014, à l'occasion de l'inauguration du monument aux « Héros de la Première guerre mondiale » (le premier de son genre) érigé sur le « Mont du Salut » (Poklonnaia Gora) où avaient été déjà érigés un monument aux héros de la Grande guerre patriotique et un autre à ceux de la Guerre patriotique de 1812, Vladimir Poutine a déclaré sans ambages (après avoir dit que la Russie avait tout fait pour sauvegarder, durant l'été 1914, la « paix en Europe ») : « La victoire dans cette guerre nous a été volée. Volée par ceux qui appelaient à la défaite de la Patrie, qui désorganisaient l'armée, semaient la discorde (en faisant l'éloge de la lutte des classes), qui voulaient prendre à tout prix le pouvoir, ignorant les intérêts supérieurs de la Patrie ». Allusion claire, évidemment, aux bolcheviks. Peu de temps auparavant, dans un autre discours devant le Conseil de la Fédération de Russie, Poutine avait abordé plus explicitement la question de la responsabilité des bolcheviks dans la défaite : « Les bolchéviks ont commis un acte de trahison nationale (...) Notre pays a perdu la guerre face aux vaincus ! Une situation unique dans l'Histoire de l'Humanité ! Nous avons capitulé devant l'Allemagne, qui peu après, a capitulé devant l'Entente. Cette situation insensée est le résultat d'une trahison du gouvernement en place alors en Russie. Ces gouvernants ont fait perdre à la Russie la victoire que le peuple russe avait déjà à portée de main dans la Grande Guerre (...) Ils ont volé au peuple russe la victoire qu'il méritait . C'est vrai, ajouta Poutine, « qu'ils ont expié leur faute devant le pays au cours de la Grande Guerre Patriotique ! »

Extraordinaire retournement de l'Histoire, en effet ! Staline aurait expié la faute de Lénine...

Je m'arrête ici. Mon propos, aujourd'hui, n'est pas tant de traiter des usages politiques et mémoriels de 1917 en Russie aujourd'hui – un sujet passionnant en soi, mais un autre sujet !- que d'analyser la très riche - et très conflictuelle - historiographie suscitée par la – ou plutôt – LES révolutions russes de 1917.

LES révolutions au pluriel. Il est vrai que, très longtemps, Octobre a éclipsé Février. François Furet, le grand historien de la Révolution française, dans un livre brillant publié en 1996, *Le Passé d'une illusion*, l'avait souligné et expliqué ce fait par ce qu'il appelait « le charme universel d'Octobre ». Selon lui, la fascination exercée par Octobre en Europe (hors de Russie) puis dans le monde tenait à deux choses :

«Octobre a su reprendre, à plus d'un siècle de distance, la plus forte représentation politique de la démocratie moderne – l'idée révolutionnaire ». La révolution d'Octobre 1917 s'est inscrite dans la filiation de la Révolution française comme quelque chose du même ordre, nécessairement positif, ouvrant une époque nouvelle de l'histoire de l'Humanité. Elle a ainsi d'emblée acquis le statut d'un événement universel, et ce, au sortir de la plus terrible guerre qu'ait connue l'Europe, une guerre qui a ramené l'idée de révolution au cœur de la politique européenne. « Ce qui donne aussi à la révolution russe de 1917 un caractère universel, ajoute Furet, c'est son cri contre la guerre ». Si Octobre a éclipsé Février, c'est aussi parce que Octobre – et non Février - a mis fin à la guerre. En se réappropriant le mythe révolutionnaire et en sortant –à quel prix ! – la Russie de la guerre, les bolcheviks ont acquis un immense capital de sympathie parmi les « hommes de bonne volonté ». La révolution d'octobre 1917 a comblé une attente inséparable depuis la Révolution française de la culture politique européenne : l'avènement d'une société plus juste, plus égalitaire, plus souveraine, plus pacifique. Il aura fallu attendre la fin du vingtième siècle pour que l'illusion se dissipe, le mythe disparaisse, et que les aspirations éternelles de l'homme à plus de justice, de droit et de liberté retrouvent les voies tracées par le siècle des Lumières.

100 ans sont passés depuis 1917. J'aborde enfin – après cette trop longue introduction – mon sujet : l'historiographie des révolutions russes (pluriel)/ les grands débats et les grandes controverses autour de cet événement.

Trois grands courants interprétatifs se sont affrontés à propos de la révolution russe de 1917. Un 4^{ème} courant est en train d'émerger, depuis quelques années.

Pour l'historiographie soviétique, la Grande Révolution Socialiste d'Octobre a été « le plus grand événement de l'histoire de l'Humanité », la résolution, programmée selon les « lois de l'Histoire » découvertes par Marx et mises en œuvre par Lénine, de la lutte des classes. Les contradictions insolubles du capitalisme en Russie, aggravées par l'exploitation semi-féodale de la paysannerie, ont débouché sur trois grandes crises révolutionnaires : 1905-1906, février 1917, octobre 1917. La guerre impérialiste mondiale, commencée en août 1914, a accéléré le processus révolutionnaire et précipité la crise finale du capitalisme en Russie. Guidé par un parti d'un type nouveau, le parti bolchevique dirigé par Lénine, le prolétariat russe, soutenu par la paysannerie pauvre, a établi son « hégémonie » sur le mouvement populaire qui a renversé le tsarisme en

février 1917. Les efforts du gouvernement provisoire pour consolider le pouvoir de la bourgeoisie en mars et octobre 1917 n'ont pas résisté à la poussée du prolétariat qui a détourné la petite-bourgeoisie et les paysans moyens des partis petit-bourgeois (mencheviks et socialistes-révolutionnaires) et a pris le pouvoir sous la forme, inédite dans l'Histoire, d'une « dictature du prolétariat ».

L'historiographie libérale a, de son côté, cherché à démontrer que, loin d'être le résultat d'une quelconque « lutte des classes », la révolution de 1917 a été un « accident » malencontreux, dramatique, de l'histoire, qui a détourné la Russie de sa marche résolue, entamée au début du XXème siècle, et notamment après la révolution de 1905-1906, vers le Progrès et de sa convergence avec les démocraties occidentales. Affirmant le primat du politique sur le social (« la cause de la chute du tsarisme vint d'en haut, pas d'en bas », écrivait Bernard Pares, le pionnier des études sur la révolution russe en Grande-Bretagne), le rôle décisif des dirigeants politiques face aux masses, les historiens libéraux ne voient en la prise du pouvoir par les bolcheviks en octobre 1917 qu'un putsch militaire réussi à la faveur d'une habile conspiration tramée par une poignée de fanatiques endoctrinés dépourvus de toute assise réelle dans le pays.

Rejetant les interprétations soviétique et libérale, un troisième courant historiographique s'est efforcé de montrer que « la révolution d'octobre 1917 avait pu être à la fois un mouvement de masse et que seul un petit nombre y avait participé » (M.Ferro). Qualifié de « révisionniste », ce courant, apparu dans les années 1960-1970 aux Etats-Unis en réaction contre l'école libérale dominante, a rassemblé, autour de ses « pères fondateurs », Leopold Haimson et Reginald Zelnik, des historiens du social désireux d'analyser les processus révolutionnaires non pas « d'en haut », mais « d'en bas », de mettre en lumière les nombreuses institutions nées dans le cours des révolutions de 1917 (comités, soviets, gardes rouges), mais aussi les représentations populaires et les multiples façons de « faire de la politique », dans les casernes, les usines, les villages, à la périphérie de l'Empire russe « entré en révolution ». Depuis une quarantaine d'années, les historiens « révisionnistes » ont largement contribué à faire bouger les lignes figées de l'affrontement entre l'historiographie soviétique et l'historiographie libérale.

Ce « balancement » historiographique / notamment entre école libérale et école « révisionniste » / on le retrouve dans la plupart des pays. Je ne développerai pas ici, devant vous, la question de l'historiographie allemande, que je ne connais pas bien car ne maîtrisant malheureusement pas l'allemand, mais je ne pense pas me tromper en disant que dans la soviétologie allemande, on retrouve le même clivage. Entre des historiens du politique, libéraux, surtout dominant jusqu'à la fin des années 1960 (comme Georg von Rauch) et les historiens du social, du courant de l'école de Bielefeld (*Geschichte und Gesellschaft* - Histoire et Société) comme Dietrich Geyer ou Manfred Hildermeier.

Le 4^{ème} courant qui est en train d'émerger, depuis peu, parmi les historiens de langue anglaise (notamment américains) que l'on peut qualifier (même si je n'aime pas ce terme qui ne veut pas dire grand chose) de « post-modernes », plaide pour une approche plus large et plus longue des révolutions russes : remettre ces révolutions dans une perspective plus globale de la crise de civilisation ouverte par la Première guerre mondiale et prendre davantage en compte la dimension impériale de l'Empire russe. Situer 1917 dans un « continuum de crises » (Peter Holquist, auteur de *Making War, Forging Revolution : Russia's Continuum of Crisis, 1914-1921*) et dans sa dimension impériale (Joshua Sanborn, *Imperial Apocalypse. The Great War and the Destruction of the Russian Empire*, ou Stephen Smith, *Russia in Revolution : An Empire in Crisis, 1890-1928*), en rappelant que les années 1917-1918 sont marquées par les chutes des grands empires européens (Russie, Autriche-Hongrie, Allemagne, Empire ottoman). On peut placer dans la même lignée l'ouvrage de l'historien allemand Stefan Plaggenborg, *Ordnung und Gewalt. Kemalismus-Faschismus-Sozialismus* (München, 2012).

Très rapidement esquissés, voici donc les grands courants historiographiques qui ont marqué cette histoire.

J'en viens maintenant à quelques grands sujets de débats. J'en développerai ici 5.

Le premier, classique, tourne autour des causes de la révolution (cf./ historiographie de 1789) – c'est à dire autour de l'état de l'Empire russe au cours de ses dernières années d'existence ou, pour le dire autrement, autour de la « voie russe de

développement ». Pourquoi l'autocratie russe, ce système politique en place depuis plusieurs siècles, s'est-il brusquement effondré en février 1917 ?

Selon l'historiographie libérale, exposée dès 1921 par l'historien Pavel Milioukov, l'un des fondateurs du parti constitutionnel-démocrate et ministre des Affaires étrangères du premier gouvernement provisoire (mars-avril 1917) dans son *Histoire de la seconde révolution russe*¹, un schéma repris dans ses grandes lignes jusque dans les années 1990 par l'historien américain Richard Pipes², la première révolution, celle de 1905, avait permis à la société russe de faire, avec succès, son « expérience constitutionnelle » grâce à la mise en place d'une esquisse de Parlement, la Douma, premier pas vers un régime démocratique. En outre, entre 1905 et 1914, la Russie s'était résolument engagée sur la voie d'une rapide et spectaculaire modernisation, grâce à une forte croissance économique, promesse d'une hausse du niveau de vie des couches populaires, aux progrès spectaculaires de l'éducation des « masses » rendus possibles par la scolarisation primaire obligatoire, et aux réformes audacieuses du Premier ministre Piotr Stolypine (nommé en juillet 1906 et resté à son poste jusqu'à son assassinat, en septembre 1911) visant à démanteler le système traditionnel de la commune paysanne, fondé sur une redistribution périodique des terres, et à créer une paysannerie conservatrice de petits propriétaires. Dans la perspective libérale, résolument optimiste, seul le temps avait manqué pour faire passer, sans grand heurt, la Russie d'un régime hybride, mi-autocratique, mi-constitutionnel, à une véritable monarchie constitutionnelle, voire à une démocratie parlementaire. Seule la Première guerre mondiale – un malheureux « accident » de l'Histoire - avait brisé la marche de la Russie vers la modernité et la convergence avec les démocraties occidentales et favorisé *in fine* la prise du pouvoir par les bolcheviks, une poignée de révolutionnaires fanatiques et disciplinés, dépourvus de toute assise réelle dans le pays.

A l'inverse, le schéma interprétatif d'inspiration marxiste, élaboré principalement par les historiens soviétiques, a mis en avant le caractère inéluctable, « *zakonomernyi* » (« conforme aux lois » de l'Histoire) des « trois révolutions russes » qui s'étaient succédées de 1905 à octobre 1917. La première fut une révolution bourgeoise avortée, au cours de laquelle le prolétariat ouvrier, dirigé par le parti bolchevique, parvint néanmoins à réaliser une sorte de « répétition générale » de la révolution d'octobre 1917. Après l'écrasement de cette

¹ Paru à Sofia, où Milioukov avait émigré, en 1921.

² Richard Pipes, *La révolution russe*, Paris, PUF, 1993.

révolution bourgeoise, s'ensuivit une période de répression du mouvement ouvrier, qui se traduisit par une chute – temporaire - du nombre de grévistes et un apparent reflux du mouvement ouvrier. Mais en réalité, le prolétariat ouvrier se préparait, durant ces années (1907-1912), sous la direction du parti bolchevik, à la reprise de la « lutte des classes », tandis que la crise de l'impérialisme russe s'aggravait. L'explosion du nombre de grévistes au cours du premier semestre 1914 (mise en évidence dans une étude importante de l'historien américain Leopold Haimson parue en 1965) traduisait, à la veille de l'entrée de la Russie dans la Grande Guerre, la crise inéluctable du régime autocratique russe et de son système économique et social.

Depuis les années 1970-1980, de nombreux travaux d'historiens³ portant tant sur l'histoire politique que sur l'histoire économique et sociale de la Russie au début du XXème siècle ont mis à mal ces deux grands schémas interprétatifs, libéral et marxiste. Ils ont montré notamment l'échec de la fameuse « expérience constitutionnelle » tant vantée par les historiens de l'école libérale, tentative inédite et sans lendemain de greffer une forme constitutionnelle sur un régime autocratique. Après avoir momentanément lâché du lest face à la « révolution multiclassée » (M. Malia) de 1905, en acceptant notamment la mise en place d'une assemblée élue au suffrage indirect, la Douma, aux pouvoirs très limités (pas d'initiative des lois, pas de maîtrise du calendrier des sessions parlementaires, décidé par le tsar, pas de responsabilité des ministres devant la Douma), Nicolas II est rapidement revenu sur ces timides concessions, en modifiant la loi électorale (ainsi dans la 3^{ème} Douma, élue fin 1907 après la rapide dissolution des 1^{ère} et 2^{ème} Doumas, acquises majoritairement à l'opposition libérale et socialiste, la curie des grands propriétaires et la 1^{ère} curie urbaine, soit moins de 1% de la population, constituaient les deux tiers du collège électoral) et en restreignant encore les minces prérogatives de cette assemblée, convaincu que toute atteinte au principe autocratique dont il était le dépositaire était une forme de reniement, voire de trahison de sa mission de « Souverain autocrate de toutes les Russies ». Pour autant, 1907 n'était nullement un retour à 1904. Une « révolution des esprits » qui « dépassait le régime existant », pour reprendre les mots du ministre Serguei Witte, s'était produite entretemps : des notions et des idées qui n'étaient guère sorties du cercle restreint de l'intelligentsia progressiste telles que suffrage universel, assemblée constituante, libertés individuelles, avaient acquis en quelques

³ Cf. la bibliographie à la fin volume

mois une formidable popularité dans les milieux les plus divers du pays. Dans un pays véritablement éveillé à la vie politique, l'autocratie, désormais honnie par une partie de l'opinion, avait cessé d'être la seule référence et le seul horizon politique. De nouvelles institutions, aussi éphémères fussent-elles, comme les soviets, forme authentiquement révolutionnaire de représentation directe du monde du travail, avaient vu le jour. Les libéraux, qui avaient paru, en 1905, être les principaux bénéficiaires de cet éveil politique, n'étaient pas parvenus toutefois, face à la résistance tenace de l'autocratie, à faire prévaloir leur conception d'une révolution libérale et parlementaire capable de mener pacifiquement le pays vers une voie constitutionnelle et démocratique. En même temps, sans avoir jamais eu de pouvoir réel, les libéraux, majoritaires aux deux premières Doumas, avaient été suffisamment près du pouvoir pour se discréditer aux yeux d'une partie des couches populaires dont ils n'avaient pas su prendre la tête, effrayés par la violence de la rue, laissée ainsi à l'influence d'autres courants d'idées, notamment socialistes. Bref, l'option libérale était déjà usée bien avant février 1917.

La « marche de la Russie vers la modernité », autre thème cher aux historiens libéraux, a elle aussi été fortement remise en question. La réforme de Stolypine ne désamorça pas la question agraire, toujours explosive (après une brève accalmie, consécutive à la répression très dure du mouvement paysan en 1906-1907, les troubles paysans reprirent dès 1910). Lorsqu'il eut lieu (principalement dans les régions périphériques, occidentales et méridionales, de la Russie), le démantèlement de la commune paysanne n'entraîna, le plus souvent, ni remembrement ni progression des rendements. Seule une minorité d'exploitants (10% à peine) reçut un lot consolidé, étape décisive qui seule transformait le paysan en un véritable petit propriétaire, maître d'une exploitation viable. Dans les régions agricoles les plus densément peuplées de la Russie centrale, la faim de terre et la haine du grand propriétaire foncier restèrent toujours aussi vives. En outre, Stolypine négligea totalement la question ouvrière. Or, comme l'avait montré l'exemple prussien, pour réussir, une politique conservatrice éclairée devait combiner à la fois une répression des partis politiques révolutionnaires et un effort social en faveur des ouvriers. En Russie cependant, en ces années de forte croissance économique, non seulement le niveau de vie des ouvriers ne s'améliora pas, mais leurs conditions de travail restèrent très difficiles (60 heures de travail par semaine, très nombreux accidents du travail, pas ou très peu indemnisés, logements misérables et insalubres, accroissement des cadences et des rythmes de travail, rapports souvent très violents entre les contremaîtres et les ouvriers) et la législation sociale balbutiante. Bien qu'autorisés à l'échelle locale, les syndicats étaient en

réalités étroitement contrôlés, voire noyautés, par la police et ne bénéficiaient d'aucune confiance de la part des ouvriers. Bref, la politique du régime tsariste ne permit pas l'émergence, comme dans d'autres pays européens, d'un réformisme ouvrier. Au nombre des autres erreurs de Stolypine et, au-delà de lui, du régime tsariste - une politique russificatrice à outrance, fondée sur une idéologie nationaliste, qui ne pouvait que dresser contre le régime les minorités nationales, qui représentaient plus du tiers de la population de l'Empire.

Le schéma d'interprétation marxiste a été, lui aussi, tout aussi malmené que le schéma libéral. En approfondissant l'histoire sociale de la Russie au début du XX^{ème} siècle, en s'intéressant à « l'histoire d'en bas », à la culture et aux représentations politiques des diverses couches de la société et notamment de la paysannerie, qui constituait plus de 80% de la population de l'Empire russe, des historiens comme T.Shanin, M.Raëff, D.Atkinson, V.Bonnell, E.Acton,⁴ ont montré qu'il existait bien d'autres formes de violence sociale que la violence de l'exploitation capitaliste, bien d'autres lignes de fracture dans la société que celle opposant le prolétariat à la bourgeoisie, les deux plus importantes étant, d'une part, la fracture entre la Russie urbaine et dominante et la Russie rurale, politiquement dominée, isolée et repliée sur ses structures locales et communautaires, et, d'autre part, la fracture entre le centre russe et les périphéries de l'Empire, peuplées de minorités nationales. D'autres historiens, spécialistes du monde ouvrier, comme L.Haimson, R.Zelnik, S.Smith, D.Koenker, ont, de leur côté, souligné la grande diversité de la classe ouvrière russe, les multiples facettes de ses combats et de ses engagements politiques qui ne sauraient être réduits à une simpliste adéquation entre classe ouvrière et bolchevisme. Enfin, la fiction d'un parti bolchevique monolithique, discipliné, « guidant les masses ouvrières » a, depuis longtemps, été battue en brèche par les études pionnières d'Alexandre Rabinovitch et de Robert Daniels.

Un second sujet, « classique » de débats, a été celui des raisons de l'échec du (des) gouvernement provisoire entre février et octobre 1917.

Pourquoi les « hommes de Février » ont-ils échoué dans leur tentative d'une transformation démocratique de la Russie ? Cette interrogation est au cœur de tous les Mémoires des grands acteurs – non bolcheviques – de 1917, Nikolai Soukhanov, Irakli Tseretelli, Viktor Tchernov, Pavel Milioukov, Alexandre Kerenski, écrits en émigration. Pourquoi un gouvernement qui jouissait, encore en juin 1917, d'un incontestable soutien populaire (comme l'atteste la

⁴ Cf. bibliographie en fin de volume.

composition du 1^{er} Congrès panrusse des soviets, largement acquis aux socialistes modérés) avait-il, quelques mois plus tard, failli?

Reprenant nombre d'explications avancées par ces responsables politiques devenus les mémorialistes de leur défaite, l'historiographie libérale a mis en avant l'idéalisme et l'amateurisme politique des « hommes de Février », « beaux parleurs, mais ne comprenant rien au fonctionnement de l'Etat » (A.Ulam, à propos des dirigeants du parti constitutionnel-démocrate) ou « doctrinaires n'ayant qu'une approche abstraite et livresque des réalités politiques (...), obsédés par l'histoire des révolutions françaises de 1789 et de 1848 et hypnotisés par la peur d'une contre-révolution militaire » (L.Schapiro, à propos des dirigeants socialistes modérés). En limogeant immédiatement tous les gouverneurs et les vice-gouverneurs de province, rouages essentiels de la machine bureaucratique, les libéraux ont d'emblée « favorisé l'anarchie après des siècles de servitude » (R.Pipes). Ils n'ont pas su exploiter, en mars-avril 1917, la vague de nationalisme et de patriotisme parmi les soldats pour étouffer dans l'œuf le « défaitisme » des bolcheviks et exploiter à leur profit les tensions, réelles à ce moment-là, entre les combattants et les ouvriers grévistes. Autre erreur souvent citée : l'autorisation, accordée aux combattants, dans la Déclaration des Droits des soldats en date du 11 mai 1917 (signée du ministre de la Guerre Kerenski) d'adhérer à une organisation politique. Deux mois après la promulgation de l'Ordre n°1 instituant les comités de soldats, cette mesure accéléra la décomposition de l'armée comme force combattante régie par l'obéissance aux ordres militaires et, plus encore, comme force de répression des désordres sociaux, notamment dans les campagnes, livrées au chaos. Outre la faiblesse d'un gouvernement réticent et impuissant à affirmer son autorité et recourir à la force, l'historiographie libérale a souligné la profonde division des socialistes modérés, mencheviks et socialistes-révolutionnaires, confrontés chacun à la montée d'une aile radicale (« menchéviks-internationalistes » et « SR de gauche ») rejetant la transformation de leur parti en un « parti de gouvernement ». Le refus, après l'échec du putsch de Kornilov, de la majorité des socialistes modérés de rompre l'alliance conclue début mai 1917 avec les libéraux d'un parti constitutionnel-démocrate de plus en plus soucieux d'ordre et le maintien, coûte que coûte, de la politique alambiquée du « défensisme révolutionnaire » - qui revenait à continuer la guerre malgré les aspirations, de plus en plus clairement exprimées, des combattants à la paix, sont aussi considérés comme deux erreurs politiques majeures. Des erreurs dues à la hantise d'une « contre-révolution » et à la conviction que toute paix séparée reviendrait à faire de la Russie un satellite de l'Allemagne, et des socialistes russes une proie facile pour la bourgeoisie militariste allemande.

Pour l'historiographie soviétique, l'échec du gouvernement provisoire est celui de la grande bourgeoisie russe, représentée par le parti K-D, et de la moyenne et petite bourgeoisie, représentée par les socialistes modérés. Contraints de s'allier avec ceux-ci dans les second et troisième gouvernements, les K-D sont restés, de février à octobre 1917, la force politique dominante de la coalition, une force qui n'a cessé de se « droitiser ». Contrairement aux historiens de l'école libérale, les historiens soviétiques ont mis l'accent non pas sur la faiblesse, mais au contraire sur la détermination du « gouvernement bourgeois » à briser, avec l'aide du patronat (et l'arme du lock-out) le mouvement ouvrier et à réprimer (plus de 200 interventions de l'armée en septembre-octobre) les paysans qui s'attaquaient aux grandes propriétés. Liée à l'impérialisme anglo-français, la bourgeoisie russe a, naturellement, poursuivi la guerre, qui était sa raison d'être. Simple force d'appoint, les « partis petit-bourgeois » (mencheviks et socialistes-révolutionnaires) n'ont cessé, tout au cours de l'année 1917, d'hésiter entre l'alliance avec la bourgeoisie et l'alliance avec le prolétariat et les paysans pauvres, ce qui les condamne à l'impuissance. En ce moment d'intenses luttes des classes, la recherche du « juste milieu » était vouée à l'échec.

Les historiens « révisionnistes » se sont montrés plutôt moins sévères vis-à-vis des socialistes modérés, en rappelant que leurs plus éminents dirigeants, comme Tseretelli, Skobelev ou Tchernov étaient des hommes politiques remarquables, non pas des « doux rêveurs » mais des militants révolutionnaires aguerris et des hommes d'action. En quelques mois, ils ont réussi à mettre en route un train de réformes structurelles qui, s'il avait été mené à son terme, aurait fait de la Russie un modèle à la pointe du progrès social et économique. L'idée du leader socialiste-révolutionnaire Tchernov, ministre de l'Agriculture, de transférer les terres confisquées des propriétaires fonciers aux comités agraires contrôlés par les paysans pour être redistribuées, pouvait résoudre la question agraire (Gill) ; les mesures prises par Skobelev, ministre menchevik du Travail, en matière de législation sociale, jetaient les bases d'un authentique réformisme ouvrier (Smith, Koenker) ; plus difficiles à mettre en œuvre dans le contexte russe de 1917, les projets des économistes mencheviques emmenés par Groman sur une « régulation étatique de l'économie », apportaient des solutions novatrices à la crise des échanges entre villes et campagnes. Pour les historiens révisionnistes, les dirigeants du parti K-D, qui ont systématiquement bloqué ou émasculé les grandes réformes proposées par les socialistes modérés, portent une responsabilité écrasante dans l'échec des gouvernements provisoires. Pour autant, les leaders mencheviques et socialistes-révolutionnaires ont fait

preuve, à partir de juillet-août 1917, d'une grande myopie politique, refusant de voir la « droitisation » du parti K-D et de prendre la mesure de l'impatience légitime des masses, privilégiant comme interlocuteurs les membres des appareils (comités exécutifs) des soviets et autres institutions issues de la révolution de Février et ignorant superbement la « base », une « base » qui se radicalisait rapidement, dans un climat de violence sociale croissante.

La question de la violence - une violence « russe », héritière d'une longue histoire « spécifique » voire de la nature particulière de « l'homme russe » ou une « violence de classe » favorisée par un nouveau discours politique mettant en avant la « lutte des classes » a été au cœur d'un troisième grand débat historiographique autour de 1917.

Pointant l'habileté de la propagande bolchevique vis-à-vis de masses politiquement immatures, l'historiographie libérale a mis en avant le caractère aveugle, primitif, enraciné dans les traditions du *bunt* (soulèvement) paysan, de la violence des foules urbaines et rurales en 1917. Un ouvrage récent de l'historien russe Vladimir Bouldakov, *Krasnaia Smouta* (Le chaos rouge) est allé encore plus loin dans ce sens, en développant l'idée selon laquelle la révolution de 1917 aurait révélé le « matériau génétique » de « *l'homo rossicus* », un matériau fait de violence, d'anarchie et « d'inaptitude innée à la démocratie ». « Lénine n'a eu qu'à cueillir le pouvoir (...), un pouvoir mis en pièces par les foules déchaînées ». En réalité, sous une forme moins caricaturale, nombre de contemporains et d'acteurs politiques – et non des moindres, tels le grand écrivain russe Maxime Gorki, proche des milieux socialistes, ou le dirigeant historique du parti menchevik Iouri Martov – avaient en leur temps dénoncé « l'explosion d'instincts zoologiques », la « violence de la soldatesque », le « *bunt* russe où la psychologie socialiste n'a aucune part », la « guerre plébéienne contre les privilèges » qui avaient dévoyé la révolution socialiste, transformée en un « pogrom de haine, de vengeance et de frustrations »⁵. Analysant, avec le recul de la défaite et de l'exil, le phénomène bolchevique, Iouri Martov était arrivé à la conclusion que le bolchevisme était l'expression politique de la culture de violence et de guerre dont étaient porteurs, en 1917, les paysans-soldats. Face au déferlement sauvage des « capotes grises », le prolétariat russe n'avait pas fait le poids, la tradition de la social-démocratie russe, incarnée, selon lui, par le menchevisme, avait été balayée, défaite. La

⁵ Cf. les articles de Maxime Gorki publiés en 1917-1918 dans le journal *Novaia Jizn* (La Vie nouvelle) qu'il dirigeait alors. Ces articles ont été traduits et rassemblés sous le titre *Pensées intempestives*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1975.

stikhia (force déchaînée, anarchique et incontrôlable) paysanne et guerrière avait tout entraîné sur son passage, modifiant profondément la donne politique. Le bolchevisme l'avait emporté, parce qu'il avait rompu – sociologiquement parlant – avec la famille socialiste, avec ses racines ouvrières. L'importance cruciale des soldats comme principale force révolutionnaire a été souligné par de nombreux historiens (Hildermeier, Ferro, Sandborn, Smith).

Dans le sillage de Gorki (et, dans une moindre mesure, de Martov), l'historien Orlando Figes, auteur d'une monumentale *Révolution russe, 1891-1924 : la tragédie d'un peuple*, a, quant à lui, fait du ressentiment des *nizy* envers les *verkhii* la force motrice de la guerre sociale et de la violence de 1917 et le plus puissant ressort de la propagande et du succès des bolcheviks.

A l'inverse, l'historiographie soviétique a célébré la conscience de classe dont auraient fait preuve les ouvriers et les paysans pauvres et moyens, qui avaient su exprimer et faire triompher, de manière organisée, leurs revendications légitimes, par le truchement d'organisations politiques défendant leurs intérêts de classe, au premier rang desquels figurait le parti bolchevique.

Rejetant ces deux traditions historiographiques, un certain nombre d'historiens du social dits « révisionnistes » ont mis l'accent sur la spécificité, la cohérence et la rationalité politique des revendications et des actions menées, d'abord et surtout au niveau local, par différents groupes, communautés ou collectifs entrés « en révolution ». Revendications et formes d'action inscrites à la fois dans le « temps long » - les événements révolutionnaires de 1905-1906 constituant une référence et une leçon d'histoire toujours présentes – et dans le « temps court » de l'année 1917. La prise de conscience politique et le cheminement révolutionnaire de telle ou telle communauté paysanne, telle ou telle entreprise ou atelier, tel ou tel régiment ou bataillon se firent « non en fonction de mots d'ordre ou d'une propagande venue de l'extérieur, ni à la suite de quelque explosion anarchique de violence, mais au terme d'un effort à la fois maladroit et admirable pour assimiler et comprendre ce qui était en train de se passer » (T. Shanin). Pour preuve, le lent cheminement, imperméable aux mots d'ordre des partis politiques et largement calé sur les rythmes des travaux des champs, de la révolution paysanne ; ou la progression, imprévisible et diverse – en fonction du positionnement de l'unité, de la proximité ou de l'éloignement des grands centres urbains, de l'intensité des combats et de la menace représentée par l'ennemi,

des rapports entre les officiers et la troupe - de la révolution à l'armée ; ou encore le large éventail des préférences partisans du monde ouvrier – les mencheviks conservant, contre vents et marées, leurs positions, acquises dès 1905-1906, parmi les cheminots ou les typographes, les bolcheviks consolidant les leurs parmi les ouvriers des grandes usines métallurgiques et les socialistes-révolutionnaires gardant toujours la confiance des ouvrières peinant dans les entreprises de l'industrie alimentaire.

Quatrième sujet de débats : le caractère spécifique, unique, du parti bolchevique, grand « vainqueur » de la révolution.

L'historiographie soviétique et l'historiographie libérale ont, chacune pour des raisons diamétralement différentes, mis l'accent sur la spécificité, l'unité, la discipline et l'organisation monolithique du parti bolchevique en 1917. Pour la première, le succès des bolcheviks était dû au fait que le parti représentait « objectivement » les intérêts de la grande majorité de la population – le prolétariat ouvrier, les paysans pauvres et moyens – et que c'était un parti d'avant-garde, d'un type inédit, parfaitement organisé, centralisé, idéologiquement homogène, conformément au schéma développé par Lénine, dès 1902, dans *Que faire ?*, texte fondateur du bolchevisme.

Rejetant toute idée d'une adhésion consciente des masses aux idées bolcheviques et insistant, au contraire, sur l'immatunité politique des masses « intoxiquées par l'espérance en un âge d'or » (L.Schapiro), l'historiographie libérale a, elle aussi, mis en avant l'exceptionnelle organisation et la discipline sans faille des bolcheviks, passés maîtres dans l'art du noyautage des soviets, de la propagande, de la démagogie et du coup d'Etat.

En réalité, comme l'ont montré les historiens « révisionnistes » Alexandre Rabinowitch, Robert Daniels ou Robert Service, le parti bolchevique, en 1917, était loin d'être une organisation monolithique, centralisée, disciplinée, une machine obéissant à une seule ligne politique incarnée par Lénine. Autant que les autres partis, le parti bolchevique était traversé par de multiples courants ; c'était aussi un parti largement décentralisé (comme en témoigne la faiblesse du secrétariat du Comité central, chargé des relations avec les organisations locales du parti, composé d'une dizaine de personnes en tout et pour tout), un parti « attrape-tout » (R.Service) qui attirait des militants et des sympathisants socialistes de tous bords, mencheviks,

socialistes-révolutionnaires ou anarchistes, mais aussi un grand nombre de nouveaux venus en politique, principalement des éléments populaires, peu formés politiquement – et encore moins sur le plan de la doctrine marxiste, mais prêts à toute forme d'action violente pour jeter à bas le « vieux monde » et en bâtir un nouveau où ils auraient leur place. Fin juillet 1917, à l'occasion du 6^{ème} congrès du parti, le rapport d'activité reconnaissait que 90% des quelque 170 000 membres encartés du parti avaient adhéré depuis février. Par rapport aux années d'avant-guerre, la proportion des intellectuels avait considérablement diminué face à l'afflux d'ouvriers (65% des nouveaux adhérents) et de paysans ou, plus exactement, de soldats-paysans (plus de 30% des nouveaux adhérents). Après l'échec du putsch de Kornilov, le flot d'adhésions (80 000 nouveaux membres en septembre-octobre 1917) accentua encore la « plébéianisation » (M.Ferro) du parti.

Le renouvellement massif du recrutement au parti bolchevique (un phénomène qui n'épargna pas, au demeurant, les autres partis) a conduit certains historiens à s'interroger sur le sens même de l'adhésion au bolchevisme en 1917. En étudiant le nouveau vocabulaire politique introduit dans les campagnes russes en 1917, Orlando Figes a ainsi montré que pour nombre de paysans, les bolcheviks, jusque là totalement inconnus dans les villages, furent souvent assimilés à ceux qui voulaient « plus » (*bolche*, en russe) – plus de terre, plus de liberté. Allan Wildman, de son côté, a analysé avec finesse les différentes facettes du « bolchevisme de tranchées » des soldats, s'inspirant, entre autres, des réflexions de contemporains perspicaces comme le général Broussilov qui écrivait : « Les soldats voulaient la paix, pour pouvoir rentrer chez eux, régler leur compte aux propriétaires fonciers, vivre librement sans payer d'impôts, sans avoir à se soumettre à quelque autorité que ce soit. Les soldats se tournèrent peu à peu vers les bolcheviks, parce qu'ils pensaient que tel était leur programme. Ils n'avaient pas la moindre idée de ce que signifiaient le communisme, l'Internationale ou la division en classes. Par contre, ils s'imaginaient parfaitement de retour chez eux, ayant partagé toutes les terres, ayant fait disparaître tous les propriétaires fonciers, n'ayant plus ni devoirs, ni obligations devant l'État, la Nation. Cette liberté sans entraves, cette liberté anarchique – voilà ce qu'était pour eux le “bolchevisme” ».

Si la multiplicité des bolchevismes en 1917 en faisait aussi la force, elle portait en elle les germes d'affrontements à court et à moyen terme : conflit entre le « bolchevisme de tranchées » des paysans-soldats et le bolchevisme des intellectuels marxistes

révolutionnaires aux commandes de l'appareil du parti, qui éclate dès 1918 ; conflit larvé entre ce bolchevisme « patenté » et le bolchevisme plébéen des nouveaux adhérents d'origine populaire que Staline réussit à instrumentaliser à son profit dans les années 1930.

J'en arrive à un cinquième grand débat – le plus « classique », le plus connu sans doute - Octobre : révolution ou coup d'Etat ?

Pour l'école libérale – il s'agit, ni plus, ni moins d'un coup d'Etat, d'une conspiration militaire organisée de main de maître par Lénine et Trotski. Pour les historiens marxistes et soviétiques, d'une révolution prolétarienne, résolution inévitable de l'aggravation des luttes de classes maîtrisées et guidées, du côté du prolétariat, par le parti bolchevique, un parti d'un type inédit dans l'Histoire.

Pour les historiens révisionnistes, Octobre a été les deux, « à la fois un mouvement révolutionnaire de masse et un coup d'Etat auquel seul un petit nombre a participé » (Marc Ferro). Analyse à première vue paradoxale, mais que je vais tenter d'expliquer, car je pense qu'elle est la bonne.

La prise du pouvoir par les bolcheviks, le 25 octobre 1917, est un coup d'Etat minutieusement préparé. Le rôle personnel de Lénine, en tant que théoricien et stratège de la prise du pouvoir, est décisif. Lénine prépare toutes les étapes d'un coup d'Etat militaire, qui ne pourra ni être débordé par un soulèvement imprévu des « masses », ni freiné par le « légalisme révolutionnaire » de dirigeants bolcheviques, tels Zinoviev ou Kamenev qui souhaitent aller au pouvoir avec une majorité socialiste plurielle majoritaire dans les soviets.

Mais ce coup d'Etat a pour toile de fond une vaste révolution sociale, multiforme et autonome. Celle-ci s'exprime sous des formes très diverses : une grande jacquerie, mouvement de fond ancré dans une longue histoire, marquée non seulement par la haine du paysan, libéré depuis deux générations à peine du servage, vis-à-vis du propriétaire foncier, mais aussi par une profonde méfiance de la paysannerie envers la ville, le monde extérieur, envers toute forme d'ingérence étatique ; une décomposition en profondeur de l'armée formée de millions de paysans-soldats épuisés par trois années de guerre ; un mouvement revendicatif ouvrier spécifique, autour de mots d'ordre révolutionnaires – contrôle ouvrier et « pouvoir des soviets » ; une émancipation des nationalités et des peuples allogènes de l'ex-Empire russe. Chacun de ces mouvements a sa propre temporalité, sa dynamique interne, ses aspirations, qui ne sauraient être réduites ni aux slogans bolcheviques ni à l'action politique

de ce parti. Ces mouvements agissent, tout au cours de l'année 1917, comme autant de *forces dissolvantes* qui contribuent puissamment à la destruction des institutions et de toutes les formes d'autorité. Durant un bref mais décisif instant – octobre 1917- l'action des bolcheviks, minorité politique agissant dans le vide institutionnel ambiant, va dans le sens des aspirations du plus grand nombre, même si les objectifs à moyen et à long terme sont différents pour les uns et les autres. Momentanément, coup d'Etat politique et révolution sociale convergent, ou, plus exactement, se télescopent, avant de diverger vers des décennies de dictature.

Pour conclure, je voudrais revenir sur deux points : l'émergence d'une tendance récente de l'historiographie occidentale des révolutions russes de 1917, illustrée notamment par les recherches de chercheurs américains comme Peter Holquist, Joshua Sandborn ou Michael Reynolds, ou britanniques comme Peter Gatrell ou Steven Smith. Leur démarche vise à inscrire, dans une perspective comparatiste et centrée sur les périphéries (pour l'Empire russe, les marges occidentales – Pologne, pays baltes, tout comme les marges méridionales – Caucase ou orientales – Turkestan) les événements révolutionnaires russes dans la crise des grands empires européens. Sandborn parle d'un processus de « décolonisation » au sein de l'Empire russe à partir de 1914 (avec la montée des identités nationales – juives, polonaises, allemandes, musulmanes, arméniennes, géorgiennes, ukrainiennes, etc). Holquist insiste aussi sur la crise de l'Empire durant la guerre. Crise – « apocalypse – impériale dans un contexte de guerre totale. Ces historiens insistent sur le rôle majeur des soldats dans la révolution, des déplacés et réfugiés (plus de 6 millions) dans la déstabilisation de la société bien avant Février 17 (Peter Gatrell). Prendre en compte, plus en profondeur, les formidables bouleversements générés par une guerre d'un type nouveau sur un Empire multi-ethnique, multiculturel – tels sont, pour ces historiens, les nouvelles voies pour approfondir notre compréhension des révolutions russes de 1917 et dépasser les débats « anciens » entre « révisionnistes », « libéraux » et « marxistes ».

Et quid des historiens russes post-soviétiques ? J'ai déjà évoqué les thèses de Vladimir Bouldakov. Je voudrais revenir très brièvement sur les travaux de deux autres historiens importants de la période, Boris Kolonitski (St Petersburg) et Igor Narski (Tcheliabinsk). Le premier plaide pour une histoire culturelle du politique. Il cherche à décrypter les symboles et les motifs des différents courants révolutionnaires pour révéler les différentes strates d'une culture politique multiséculaire empreintes souvent de références religieuses. Il analyse ainsi

– pour ne donner que cet exemple- le thème de la « résurrection » et de la rhétorique religieuse au cours des premières semaines de la Révolution de 1917. Comment la fête de Pâques cette année-là se confondit avec celle de la révolution décrite comme une résurrection.

Le second s'intéresse aux différentes formes d'adaptation et de survie des « hommes ordinaires », des « petites gens » non politisés dans la tourmente révolutionnaire de ces années. Prendre en compte les « hommes ordinaires » - tous ceux qui ne sont pas directement engagés dans la politique. Comment rester « hors de la politique » en ces années-là ? Est-ce d'ailleurs possible ? Une passionnante étude de « micro-histoire » sur la manière dont les « petites gens » (« malenkije ljudi ») ont appris à vivre – ou plutôt à survivre « dans la catastrophe » - tel est le défi de *Zhizn v katastrofe*, un livre unique en son genre sur la province russe (l'Oural) en révolution.

Pour conclure - Il ressort aujourd'hui un tableau beaucoup plus complexe et nuancé non pas d'un processus accidentel, ni d'un processus en trois étapes, mais, comme l'écrit justement Orlando Figes, de « *révolutions* qui explosèrent au cœur de la Première guerre mondiale et, par une réaction en chaîne, déclenchèrent d'autres révolutions, des guerres civiles, ethniques et nationales. Quand la réaction prit fin, elle avait disloqué – puis recomposé – un Empire couvrant un sixième de la surface du globe »⁶. Inscrire « l'éruption compacte » (O.Figes) de 1917 au cœur de la Grande guerre ; prendre en compte la dimension impériale, voire colonisatrice, de l'Empire russe ; s'attacher à analyser non pas une seule révolution politique, mais une multiplicité de révolutions sociales et nationales ; ouvrir la perspective permettant de comprendre les événements de 1917 en débutant le récit au début des années 1890, lorsque la réaction du peuple russe face à la famine de 1891 le plaça pour la première fois sur la voie d'une collusion avec l'autocratie tsariste et en le menant jusqu'à la fin des guerres civiles et nationales, en 1921-1922 – telles sont aujourd'hui quelques unes des pistes les plus prometteuses pour renouveler et approfondir l'histoire de 1917.

⁶ Orlando Figes, *La révolution russe. 1891-1924 : la tragédie d'un peuple*, Paris, Denoël, 2007, p. 19.

Sélection bibliographique

Ecole « libérale »

Pavel Milioukov, *Istoria vtoroi russkoi revoliutsii* (Histoire de la Seconde révolution russe), Sofia, 1921.

Alexandre Kerenski, *La Révolution russe, 1917*, Paris, Payot, 1928.

Bernard Pares, *The Fall of the Russian Empire*, London, 1939

Georg von Rauch, *Geschichte des bolschewistischen Russland*, Wiesbaden, 1955.

Richard Pipes, *La révolution russe*, Paris, PUF, 1993.

Leonard Shapiro, *Les révolutions russes de 1917. Les origines du communisme moderne*, Paris, 1987.

Adam Ulam, *Russia's Failed Revolutions*, London, 1981

Ecole marxiste/soviétique

Isaac Mints, *Istoria Velikogo Oktiabria*, Moskva, 3 vol, 1967-1973

Pavel Volobuev *Proletariat i burzhiazia Rossii v 1917 g*, Moskva, 1967.

Ecole « révisionniste »

Leopold Haimson, *Russia's Revolutionary Experience, 1905-1917*, New York, Columbia UP, 2005.

Reginald Zelnik (ed), *Workers and Intelligentsia in late Imperial Russia*, Berkeley, Cal. , 1999.

Edward Acton, *Rethinking the Russian Revolution*, London, Arnold, 1990

Edward Acton, Viktor Cherniaev, William Rosenberg (eds), *Critical Companion to the Russian Revolution, 1914-1921*, London, Arnold, 1997

Marc Ferro, *La Révolution de 1917, t. 1, La chute du tsarisme et les origines d'Octobre*, Paris, Aubier-Montaigne, 1967 ; t.2, *Octobre, naissance d'une société*, Paris, Aubier-Montaigne, 1976.

Dietrich Geyer, *Die Russische Revolution : Historische Probleme und Perspektiven*, Stuttgart, 1968 ; Göttingen, 1977.

Richard Lorenz, *Sozialgeschichte der Sowjetunion I : 1917-1945*, Frankfurt on the Main, 1976.

Manfred Hildermeier, *Die Russische Revolution, 1905-1921*, Frankfurt on the Main, 1989.

Historiens « post-modernes »

Boris Kolonitski, *Simvoly iborba za vlast. K izuceniju politiceskoi kultury Rossiskoi revoliutsii 1917 goda*, St Petersburg, 2001; idem & Orlando Figes, *Interpreting the Russian Revolution. The Language and Symbols of 1917*, New Haven, Yale U.P., 1999.

Igor Narski, *Zhizn v katastrofe*, Moskva, Rosspen, 2001.

Orlando Figes, *A People's Tragedy. The Russian Revolution, 1891-1924*, London, Pimlico, 1996.

Peter Gatrell, *A Whole Empire Walking. Refugees in Russia During World War I*, Bloomington, Indiana U.P., 1999.

Peter Holquist, *Making War. Forging Revolution. Russia's Continuum of Crisis, 1914-1921*, Cambridge (Mass) U.P., 2002.

Stefan Plaggenborg, *Ordnung und Gewalt. Memalismus-Faschismus- Sozialismus*, München, 2012.

Michael Reynolds, *Shattering Empire : The Clash and Collapse of the Ottoman and Russian Empire, 1908-1918*, Princeton, NJ, U.P., 2011.

Joshua Sandborn, *Imperial Apocalypse. The Great War and the Destruction of the Russian Empire*, Oxford U.P., 2014.

Steven Smith, *Russia in Revolution : An Empire in Crisis, 1890-1928* (Oxford U.P., 2017

Débats autour des voies de développement de l'Empire russe avant 1914

Historiens cités (outre ceux déjà mentionnés dans la présentation générale des courants historiographiques)

Teodor Shanin, *Russia 1905-1907. Revolution as a Moment of Truth*, 2 vol, New Haven, Yale U.P, 1985, 1986.

Marc Raeff, *Comprendre l'Ancien Régime russe. Etat et société en Russie impériale*, Paris, Seuil, 1982

Dorothy Atkinson, *The End of the Russian Land Commune, 1905-1930*, Stanford, Cal. , 1983.

Victoria Bonnell, *Roots of Rebellion :Workers' Politics and Organizations in St Petersburg and Moscow,1900-1914*, Berkeley, Cal., 1983.

Diane Koenker, *Moscow Workers and the 1917 Revolution*, Princeton U.P., 1981

Stephen Smith, *Red Petrograd. Revolution in the Factories, 1917- 1918*, Cambridge, Mass, 1983.

Débats autour de l'échec du (des) gouvernement (s) provisoire(s)

Nicolas Soukhanov, *La Révolution russe, 1917*, Paris, Stock, 1965.

Alexandre Kerenski, *La Révolution russe, 1917*, Paris, Payot, 1928.

Alexandre Kerenski, *La Russie au tournant de l'histoire*, Paris, Plon, 1967.

Pavel Milioukov, *Istoria vtoroi russkoi revoliutsii* (Histoire de la Seconde révolution russe), Sofia, 1921.

Irakli Tseretelli, *Souvenirs de la révolution de 1917*, Paris, EHESS, 1963

Leonard Shapiro, *Les révolutions russes de 1917. Les origines du communisme moderne*, Paris, 1987.

Adam Ulam, *Russia's Failed Revolutions*, London, 1981

George Gill, *Peasants and Government in the Russian Revolution*, London, 1979.

Débats autour de la question de la violence

Orlando Figes, *A People's Tragedy. The Russian Revolution, 1891-1924*, London, Pimlico, 1996.

Vladimir Bouldakov, *Krasnaia Smuta* (Le chaos rouge), Moskva, Rosspen, 2010.

Maxime Gorki, *Pensées intempestives, 1917-1918*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 1975.

Débats autour de l'unité ou de la diversité du parti bolchevique

Alexander Rabinowitch, *Prelude to Revolution : the Petrograd Bolsheviks and the July 1917 Uprising*, Bloomington, Indiana U.P., 1968

Alexander Rabinowitch, *The Bolsheviks Come to Power : the Revolution of 1917 in Petrograd*, New York, Norton, 1976.

Robert Daniels, *Red October. The Bolshevik Revolution of 1917*, London, 1967.

Robert Service, *The Bolshevik Party in Revolution. A Study in Organizational Change, 1917-1923*, London, Arnold, 1979.

Débats autour d'Octobre : coup d'Etat ou révolution

Richard Pipes, *La révolution russe*, Paris, PUF, 1993.

Leonard Shapiro, *Les révolutions russes de 1917. Les origines du communisme moderne*, Paris, 1987.

Adam Ulam, *Russia's Failed Revolutions*, London, 1981

Marc Ferro, *La Révolution de 1917, t. 1, La chute du tsarisme et les origines d'Octobre*, Paris, Aubier-Montaigne, 1967 ; t.2, *Octobre, naissance d'une société*, Paris, Aubier-Montaigne, 1976.